

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers van 7 juli 1994;

Overwegende dat de Ministerraad op 25 maart 1994 beslist heeft om de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening de terugbetaling te laten uitvoeren van een bedrag van 500 miljoen frank om het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers in staat te stellen het hoofd te bieden aan onvoorziene uitgaven, te wijten aan de toename van de uitgaven inzake tijdelijke werkloosheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening betaalt in 1994 een bedrag van vijfhonderd miljoen frank terug aan het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 september 1994.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises du 7 juillet 1994;

Considérant que le Conseil des Ministres a décidé que l'Office national de l'Emploi mettrait en œuvre le remboursement d'un montant de 500 millions de francs pour permettre au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprise de faire face à des dépenses imprévues à imputer à l'accroissement des dépenses en matière de chômage temporaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'Office national de l'Emploi rembourse en 1994 un montant de cinq cents millions de francs au Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution de cet arrêté.

Donné à Bruxelles, 15 septembre 1994.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN — GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 94 — 2534

[C — 27516]

7 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les critères relatifs à la détermination des zones d'initiative privilégiée

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée le 8 août 1988, le 12 janvier 1989, le 16 janvier 1989, le 5 mai 1993 et le 16 juillet 1993;

Vu le décret du 7 juillet 1994 contenant le premier feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports ainsi que du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Des zones d'initiative privilégiée sont créées afin d'intensifier des opérations de revitalisation des noyaux d'habitat et de lutter contre les exclusions.

Elles sont divisées en quatre types :

- 1^o les zones à forte pression foncière (type 1);
- 2^o les zones de requalification des noyaux d'habitat (type 2);
- 3^o les zones de quartiers d'initiatives où sont menées des politiques intégrées de revitalisation (type 3);
- 4^o les zones de cités sociales à requalifier (type 4).

Art. 2. Sont qualifiées de zones de type 1, les communes où en 1991 les prix de vente moyens des terrains étaient supérieurs de plus de 50 % à la moyenne régionale.

Art. 3. Sont éligibles au titre de zones de type 3, sur avis des autorités communales concernées, les parties du territoire communal contenant au moins 800 habitants et présentant une densité d'au moins 40 habitants à l'hectare et qui présentent en sus des caractéristiques défavorables par rapport à la moyenne régionale eu égard à trois types d'indicateurs :

A. Profil de la population :

- a) proportion de la population âgée de 60 ans et plus;
- b) proportion de veuves, par rapport à l'ensemble de la population féminine;
- c) proportion d'étrangers hors Communauté européenne;
- d) indice de masculinité de la population étrangère;
- e) proportion de ménages privés de 5 personnes et plus par rapport à l'ensemble des ménages;
- f) proportion de divorcées par rapport à l'ensemble de la population féminine;
- g) agrégat des structures d'âge et du niveau des revenus de la population ainsi que de la localisation de l'habitat.

B. Données socio-économiques :

- a) proportion de chômeurs masculins, par rapport à l'ensemble de la population potentiellement active (actifs occupés, miliciens et demandeurs d'emploi);
- b) proportion de chômeurs (des deux sexes) par rapport à la population totale;
- c) proportion d'ouvriers du secteur privé (total des deux sexes) par rapport à l'ensemble de la population active occupée;
- d) proportion d'employeurs, cadres et professions libérales par rapport à l'ensemble de la population active occupée;
- e) proportion de diplômés de l'enseignement secondaire inférieur au plus (c'est-à-dire des personnes ayant un diplôme (belge) primaire ou secondaire inférieur) par rapport à l'ensemble de la population ne suivant plus d'enseignement de plein exercice;
- f) proportion de diplômés de l'enseignement supérieur (c'est-à-dire des personnes ayant un diplôme belge d'enseignement normal, supérieur de type court, universitaire ou assimilé), par rapport à l'ensemble de la population ne suivant plus d'enseignement de plein exercice.

C. Qualité de logement :

- a) proportion de logements construits avant 1919 par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- b) proportion de logements construits avant 1919 et 1945 par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- c) proportion de logements construits après 1962 et/ou transformés après 1971 par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- d) proportion de logements de moins de 45 m² par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- e) proportion de logements de moins de 4 pièces (c'est-à-dire dont le nombre de pièces d'habitation ayant une superficie de minimum 4 m² — et dont sont exclues celles affectées à l'exercice d'une profession, les salles de bain, corridors, lieux d'aisance, ... — est de 1, 2 ou 3 pièces) par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- f) proportion de logements sans chauffage central, disposant d'un chauffage au charbon par rapport à l'ensemble des logements privés occupés;
- g) proportion de logements disposant d'un chauffage central aux huiles combustibles, au gaz naturel ou de houille par rapport aux logements privés occupés.

Art. 4. Sont éligibles au titre de zones de type 2, sur avis des autorités communales concernées, les parties du territoire communal contenant au moins 800 habitants et présentant une densité d'au moins 40 habitants à l'hectare et qui présentent en sus des caractéristiques défavorables par rapport à la moyenne régionale eu égard aux critères « qualité du logement » repris au point C de l'article 3.

Art. 5. Sont éligibles au titre de zones de type 4, les cités d'habitations sociales répondant en 1981 aux critères suivant sur avis de la Société régionale wallonne du Logement :

- 1° présenter pour les indicateurs « profil de la population » et « données socio-économiques » de l'article 3 des valeurs globalement défavorables par rapport à la moyenne régionale;
- 2° cumuler une concentration d'habitat et de population, des choix techniques nuisant à une bonne habitabilité, des dégradations répétées aux espaces privés et publics ainsi que des problèmes sociaux.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1994.

Art. 7. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire et le Ministre du Logement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 1994.

Le Ministre-Président de la Région wallonne,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Action, sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

ÜBERSETZUNG**MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION**

D. 94 — 2534

[C — 27516]

**7. JULI 1994. — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Festlegung der Kriterien zur Bestimmung der bevorzugten Initiativgebiete**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, in seiner durch die Gesetze vom 8. August 1988, vom 12. und vom 16. Januar 1989, vom 5. Mai 1993 und vom 16. Juli 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1994 zur Festlegung der ersten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Jahr 1994;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens und des Ministers der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

Beschließt die Wallonische Regierung :

Artikel 1. Bevorzugte Initiativgebiete werden geschaffen, um die Maßnahmen zur Neubelebung der Wohnkerne zu verstärken und den Ausschluß zu bekämpfen.

Diese bevorzugten Initiativgebiete werden in vier Kategorien eingeteilt :

- 1° die Gebiete mit starkem Baudruck (Kategorie 1);

- 2° die Gebiete zur Aufwertung der Wohnkerne (Kategorie 2);
 3° die Gebiete von Initiativenvierteln, wo eine integrierte Neubelebungspolitik durchgeführt wird (Kategorie 3);
 4° die Gebiete von aufzuwertenden sozialen Wohnsiedlungen (Kategorie 4).

Art. 2. Die Kategorie 1 betrifft die Gemeinden, wo die durchschnittlichen Verkaufspreise der Grundstücke 1991 den regionalen Durchschnitt um mehr als 50 % überschritten.

Art. 3. In die Kategorie 3 können nach Gutachten der betroffenen gemeindlichen Behörden die Teile des gemeindlichen Gebiets zugelassen werden, die mindestens 800 Einwohner und eine Dichte von mindestens 40 Einwohnern pro Hektar haben, und die darüberhinaus ungünstige Eigenschaften im Verhältnis zum regionalen Durchschnitt aufweisen, und zwar unter Berücksichtigung von drei Sorten Indikatoren :

A. Eigenschaften der Bevölkerung :

- a) Prozentsatz der Bevölkerung von mindestens 60 Jahren;
 b) Prozentsatz der Witwen im Verhältnis zur gesamten weiblichen Bevölkerung;
 c) Prozentsatz der Ausländer, die der Europäischen Gemeinschaft nicht angehören;
 d) Prozentsatz der Männer innerhalb der ausländischen Bevölkerung;
 e) Prozentsatz der privaten Haushalte von mindestens 5 Personen im Vergleich zur Gesamtzahl der Haushalte;
 f) Prozentsatz der geschiedenen Frauen im Vergleich zur gesamten weiblichen Bevölkerung;
 g) Aggregat der Altersstrukturen und des Einkommenstandes der Bevölkerung sowie des Standortes der Wohnstätten.

B. Sozio-wirtschaftliche Daten :

- a) Prozentsatz der männlichen Arbeitslosen im Verhältnis zur Gesamtheit der Bevölkerung im erwerbsfähigen Alter (beschäftigte Berufstätige, Milizpflichtige und Arbeitssuchende);
 b) Prozentsatz der Arbeitslosen (beider Geschlechter) im Verhältnis zur gesamten Bevölkerung;
 c) Prozentsatz der Handarbeiter des privaten Sektors (Gesamtzahl der beiden Geschlechter) im Verhältnis zur gesamten beschäftigten berufstätigen Bevölkerung;
 d) Prozentsatz der Arbeitgeber, der leitenden Angestellten und der liberalen Berufe im Verhältnis zur gesamten beschäftigten berufstätigen Bevölkerung;
 e) Prozentsatz der Inhaber eines Diploms der Unterstufe des Sekundarunterrichts höchstens (d.h. der Personen, die ein (belgisches) Diplom der Grundschule oder der Unterstufe des Sekundarunterrichts haben) im Verhältnis zur gesamten Bevölkerung, die keinem Unterricht mit vollem Stundenplan mehr folgt;
 f) Prozentsatz der Inhaber eines Diploms des höheren Unterrichts (d.h. der Inhaber eines belgischen Diploms, das den erfolgreichen Abschluß eines Normalschulstudiums, eines Hochschulstudiums des kurzen Typs, eines Universitätsstudiums oder gleichgestellten Studiums bestätigt) im Verhältnis zur gesamten Bevölkerung, die keinem Unterricht mit vollem Stundenplan mehr folgt;

C. Qualität der Wohnung :

- a) Prozentsatz der vor 1919 gebauten Wohnungen im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 b) Prozentsatz der vor 1919 und 1945 gebauten Wohnungen im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 c) Prozentsatz der nach 1962 gebauten und/oder nach 1971 umgebauten Wohnungen im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 d) Prozentsatz der Wohnungen von weniger als 45 m² im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 e) Prozentsatz der Wohnungen mit weniger als 4 Räumen (d.h. der Wohnungen mit 1, 2 oder 3 Wohnräumen von mindestens 4 m², wobei die zur Ausübung einer Berufstätigkeit bestimmten Räume, die Badezimmer, Dielen, Aborte nicht eingeschlossen sind) im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 f) Prozentsatz der Wohnungen ohne Zentralheizung aber mit Kohlenheizung, im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen;
 g) Prozentsatz der Wohnungen mit Öl-, Erdgas- oder Steinkohlengaszentralheizung im Verhältnis zu der Gesamtheit der bewohnten Privatwohnungen.

Art. 4. In die Kategorie 2 können nach Gutachten der betroffenen gemeindlichen Behörden die Teile des gemeindlichen Gebiets zugelassen werden, die mindestens 800 Einwohner und eine Dichte von mindestens 40 Einwohnern pro Hektar haben, und die darüberhinaus ungünstige Eigenschaften im Verhältnis zum regionalen Durchschnitt aufweisen, und zwar in Sachen der unter Punkt C des Artikels 3 aufgeführten Kriterien hinsichtlich der « Qualität der Wohnung ».

Art. 5. In der Kategorie 4 werden die sozialen Wohnsiedlungen zugelassen, die 1981 nach Gutachten der S.R.W.L. (Regionalen Wohnungsbaugesellschaft) den folgenden Kriterien genügen :

- 1° für die Indikatoren « Eigenschaften der Bevölkerung » und « sozio-wirtschaftliche Daten » des Artikels 3 müssen sie insgesamt ungünstige Werte im Verhältnis zum regionalen Durchschnitt aufweisen;
 2° sie müssen eine Konzentration von Wohnstätten und eine Bevölkerungsdichte, technische Entscheidungen, die die gute Bewohnbarkeit beeinträchtigen, wiederholte Beschädigungen der privaten und öffentlichen Räume sowie soziale Probleme gleichzeitig aufweisen.

Art. 6. Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Juli 1994 in Kraft.

Art. 7. Der Minister der Raumordnung und der Minister des Wohnungswesens werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. Juli 1994.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
 beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,
 R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,
 A. BAUDSON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,
 W. TAMINIAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 94 — 2534

[C — 27516]

**7 JULI 1994. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van criteria voor het bepalen van bevoorrechte initiatiefgebieden**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wetten van 8 augustus 1988, 12 januari 1989, 16 januari 1989, 5 mei 1993 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 7 juli 1994 houdende de eerste aanpassing van de algemene begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer en van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Er worden bevoorrechte initiatiefgebieden opgericht om de operaties inzake stimulering van woonkernen te intensiveren en uitsluitingen te bestrijden.

Ze worden in vier types ingedeeld :

- 1° de gebieden met sterke bebouwingsdruk (type 1);
- 2° de gebieden voor de herkwalificatie van woonkernen (type 2);
- 3° de gebieden van initiatiefwijken waar een geïntegreerd stimuleringsbeleid wordt gevoerd (type 3);
- 4° de te herkwalificeren gebieden van sociale woonwijken (type 4).

Art. 2. De gemeenten waar de gemiddelde verkoopprijzen van de terreinen in 1991 het gewestelijke gemiddelde met meer dan 50 % overschreden, worden als gebieden van type 1 beschouwd.

Art. 3. Komen op advies van de betrokken gemeentelijke overheid in aanmerking als gebieden van type 3, de oppervlakten van het gemeentelijke grondgebied met minstens 800 inwoners en een bevolkingsdichtheid van minstens 40 inwoners per hectare, die bovendien ongunstige kenmerken vertonen in vergelijking met het gewestelijke gemiddelde gezien de drie soorten van indicatoren :

A. Beschrijving van de bevolking :

- a) percentage van de bevolking van meer dan 60 jaar;
- b) percentage weduwen naar rato van de gehele vrouwelijke bevolking;
- c) percentage niet-EG buitenlanders;
- d) percentage mannen in de buitenlandse bevolking;
- e) percentage privé-gezinnen van 5 personen en meer naar rato van de gehele gezinnen;
- f) percentage gescheiden vrouwen naar rato van de gehele vrouwelijke bevolking;
- g) totaal van de leeftijdsstructuren en het inkomstenniveau van de bevolking en van de woonlokalisering.

B. Socio-economische gegevens :

- a) percentage mannelijke werklozen naar rato van de gehele potentieel actieve bevolking (tewerkgestelde beroepsbevolking, dienstplichtigen en werkzoekenden);
- b) percentage mannelijke en vrouwelijke werklozen naar rato van de gehele bevolking;
- c) percentage mannelijke en vrouwelijke arbeiders van de privé-sector naar rato van de gehele tewerkgestelde beroepsbevolking;
- d) percentage werkgevers, kaderleden en vrije beroepen naar rato van de gehele tewerkgestelde beroepsbevolking;
- e) percentage gediplomeerden van hoogstens het lager secundair onderwijs (d.w.z. personen die houder zijn van een (Belgisch) diploma van het lager onderwijs of lager secundair onderwijs) naar rato van de gehele bevolking die geen onderwijs met volledig leerplan meer volgt;
- f) percentage gediplomeerden van het hoger onderwijs (d.w.z. personen die houder zijn van een Belgisch diploma van het normaal onderwijs, het hoger onderwijs van het korte type, het universitair of gelijkgesteld onderwijs), naar rato van de gehele bevolking die geen onderwijs met volledig leerplan meer volgt.

C. Hoedanigheid van woning :

- a) percentage van de vóór 1919 gebouwde woningen naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- b) percentage van de vóór 1919 en 1945 gebouwde woningen naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- c) percentage van de na 1962 gebouwde en/of na 1971 verbouwde woningen naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- d) percentage woningen van minder dan 45 m² naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- e) percentage woningen van minder dan 4 ruimten (d.w.z. waarvan het aantal woonruimten met een oppervlakte van minimum 4 m² — en waarvan de ruimten bestemd voor het uitoefenen van een beroep, de badkamers, gangen en WC's zijn uitgesloten, — 1, 2 of 3 ruimten bedraagt) naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- f) percentage woningen zonder centrale verwarming, met koolverwarming naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen;
- g) percentage woningen voorzien van centrale verwarming met stookolie, aardgas of koolteerolie naar rato van het geheel van de betrokken privé-woningen.

Art. 4. Komen op advies van de betrokken gemeentelijke overheid in aanmerking als gebieden van type 2, de oppervlakten van het gemeentelijke grondgebied met minstens 800 inwoners en een bevolkingsdichtheid van minstens 40 inwoners per hectare, die bovendien ongunstige kenmerken vertonen in vergelijking met het gewestelijke gemiddelde gezien de onder punt C van artikel 3 vermelde criteria « kwaliteit van de woning ».

Art. 5. Komen op advies van de « Société régionale wallonne du Logement » in aanmerking als gebieden van type 4, de sociale woonwijken die in 1981 aan de volgende criteria beantwoordden :

1° voor de indicatoren « beschrijving van de bevolking » en « sociaal-economische gegevens » van artikel 3, globaal ongunstige waarden vertonen in vergelijking met het gewestelijke gemiddelde;

2° cumulatie van een woon- en bevolkingsconcentratie, technische keuzen die de goede bewoonbaarheid benadelen, herhaalde beschadigingen van privé en openbare gebieden alsmede maatschappelijke problemen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1994.

Art. 7. De Minister van Ruimtelijke Ordening en de Minister van Huisvesting zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juli 1994.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,
A. BAUDSON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

F. 94 — 2535

[Mac — 27517]

7 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la fixation des zones d'initiative privilégiée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 7 juillet 1994 contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 juillet 1994 fixant les critères relatifs à la détermination des zones d'initiative privilégiée;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports ainsi que du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1er. Le type et les périmètres de chaque zone d'initiative privilégiée sont précisés dans l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1994.

Art. 3. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports ainsi que le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 juillet 1994.

Le Ministre-Président chargé de l'Economie, des PME, des Relations extérieures et du Tourisme,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, du Patrimoine et des Transports,
A. BAUDSON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Annexe à l'arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1994 relatif à la fixation des zones d'initiative privilégiée

1. LES ZONES A FORTE PRESSION FONCIERE

Les zones à forte pression foncière comprennent les territoires des communes suivantes :

Arlon - Braine-l'Alleud - Braine-le-Château - Eupen - Kelmis - Lasne - Lontzen - Plombières - Raeren - Rixensart - Waterloo - Wavre (dans les anciennes communes de Bierges-et-Limal)

2. LES ZONES DE REQUALIFICATION DE NOYAUX D'HABITAT

ZIP BINCHE

N° Ins	Nom de la rue	N° de maisons
0268	Avenue Charles Delière	Entièrement de la rue
1105	Chemin du Tir	Pas d'habitation
0840	Faubourg du Posty	N° 2 au 14